

À STRASBOURG, LES POUVOIRS LOCAUX EN PREMIERE LIGNE POUR DEFENDRE L'ACCES AUX SOINS EN EUROPE

À Strasbourg, lors de la 50e session plénière du Congrès des pouvoirs locaux et régionaux du Conseil de l'Europe, les élus locaux ont tiré la sonnette d'alarme : partout en Europe, l'accès aux soins est sous pression. Mais au-delà du constat, le débat a surtout mis en lumière une réalité souvent sous-estimée : ce sont les collectivités locales qui, au quotidien, tentent de maintenir l'équilibre fragile des systèmes de santé.

Vieillesse de la population, baisse des ressources publiques, hausse des coûts et tensions sur les chaînes d'approvisionnement : les défis s'accumulent et leurs effets sont visibles. Services saturés, délais d'attente qui s'allongent, manque d'investissements... Les publics les plus vulnérables en paient le prix fort, tandis que les professionnels de santé, soumis à une pression croissante, quittent parfois la profession, aggravant encore la situation.

Dans ce contexte, les autorités locales apparaissent comme des acteurs clés, à la croisée des politiques de santé, des services sociaux et de la prévention. Coordination des soins, innovation, coopération entre territoires : les réponses se construisent souvent à l'échelle locale, au plus près des besoins.

Yves Coppieters, Ministre wallon de la Santé, de l'Environnement, des Solidarités et de l'Économie sociale (Belgique), a insisté sur la pénurie de personnel médical, qu'il considère comme l'un des défis majeurs. Il a plaidé pour des études de médecine plus attractives et une meilleure répartition des praticiens, notamment dans les territoires sous-dotés. Il a également évoqué la nécessité de simplifier l'offre hospitalière en développant des hôpitaux généraux régionaux regroupant les spécialités, tout en renforçant les services de jour et les soins ambulatoires. Pour lui, l'accès aux soins doit être pensé de manière globale, en lien avec le logement, l'alimentation et les conditions de vie, citant les services de santé mentale « Les Alizés » comme exemple de coopération réussie.

Sur le terrain, Bruno Metz, Maire d'Ettenheim (Allemagne), a illustré concrètement ces tensions. Dans le district de l'Ortenau, la restructuration hospitalière et la réduction du nombre d'établissements ont entraîné des coûts importants pour les collectivités. Vieillesse des médecins, difficultés de remplacement, désertification médicale : les défis sont nombreux, en particulier en zone rurale. Pourtant, Ettenheim a su rebondir après la fermeture de son hôpital en 2022, en développant centres médicaux (MVZ), réseau local de santé, clinique de rééducation et partenariats. Une démonstration du rôle décisif des collectivités pour maintenir une offre de soins de proximité.

Même constat en Grèce, où Ilias Apostolopoulos, Maire de Papagou–Cholargos, a rappelé que l'accès aux soins constitue un pilier de la cohésion sociale. Entre pressions économiques, vieillissement et besoins croissants en santé mentale, les systèmes de santé restent fragilisés. Dans sa municipalité, des cliniques locales, souvent soutenues par des médecins bénévoles,

tendent de combler les lacunes, mais les inégalités territoriales persistent, notamment dans les zones rurales et insulaires. Il a plaidé pour une solidarité européenne renforcée et un rôle accru des collectivités, soutenu par des financements adaptés et des outils comme la télémédecine ou les unités mobiles.

Les déléguées jeunes ont également marqué le débat. Rayaa Ponnle (Irlande) et Isabella Sophia Laning (Pays-Bas) ont rappelé que l'efficacité ne peut se faire au détriment de l'humanité et qu'une attention particulière doit être portée aux groupes minoritaires et défavorisés. Pour elles, l'accès aux soins doit aller de pair avec la lutte contre la pauvreté, avec l'accès à une alimentation saine, à un logement digne et à des réseaux de sociabilité. D'autres ont souligné l'impact de la pollution et des changements climatiques sur la santé, appelant à une reconnaissance accrue du droit à un environnement sain.

De la Finlande à la Calabre en Italie, les interventions ont fait émerger des défis communs : lutter contre les déserts médicaux, garantir l'accès aux soins dans les zones rurales, montagneuses ou isolées, et répondre à l'explosion des troubles de santé mentale liés aux crises sanitaires, migratoires ou aux conflits, notamment en Ukraine. « Il y a des territoires où les gens se sentent abandonnés », a ainsi alerté l'élus italien Alberto Mazzoleni (CRE), évoquant des régions où les services médicaux se trouvent à des dizaines de kilomètres.

Face à ces constats, les élus ont partagé des solutions concrètes : développement de la télémédecine, création de centres de soins intégrés, renforcement des soins primaires connectés aux hôpitaux, services mobiles, « taxis sociaux », plateformes de coopération entre collectivités et professionnels de santé, ou encore accords transfrontaliers, comme en Alsace. Attirer des médecins dans les zones rurales passe aussi par des mesures d'accompagnement : logement, conditions de travail, qualité de vie.

Le débat a également fait ressortir la prévention comme un levier essentiel d'action locale. Joanne Louise Laban (Royaume-Uni, CRE) a souligné l'importance des campagnes de vaccination et de la mise à jour des carnets vaccinaux afin d'éviter le retour de maladies oubliées.

Autant d'initiatives qui dessinent, à bas bruit, une nouvelle carte européenne de la santé. Une carte plus proche des citoyens, plus solidaire, mais encore en construction — et dont les élus locaux apparaissent plus que jamais comme les architectes de première ligne.